

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

**22^e SOMMET ORDINAIRE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE
GOUVERNEMENT DE L'UEMOA
ALLOCUTION DE S.E.M. ALASSANE OUATTARA, PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
JEUDI 25 MARS 2021 (par visioconférence)**

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ;

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil des Ministres de l'UEMOA ;

Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA ;

Monsieur le Gouverneur de la BCEAO ;

Monsieur le Président de la BOAD ;

Monsieur le Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers ;

Mesdames et Messieurs les Présidents et Membres des Organes et Institutions spécialisés de l'UEMOA ;

Mesdames et Messieurs ;

Je voudrais, pour commencer, vous exprimer toute ma reconnaissance ainsi que celle du Gouvernement et du peuple ivoiriens pour les messages de compassion que vous nous avez adressés suite au décès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre de La Défense, Hamed BAKAYOKO.

Votre présence à nos côtés ainsi que votre soutien en ces moments particulièrement douloureux nous ont été d'un grand réconfort.

Avant de poursuivre, je voudrais adresser mes chaleureuses félicitations à mon frère, le Président Mahamadou ISSOUFOU, pour la bonne organisation des élections présidentielles au Niger. Je félicite leurs Excellences Roch Marc Christian KABORE et Mohamed BAZOUM pour leur élection aux présidentielles du Burkina Faso et du Niger. Je forme pour eux des vœux de succès dans leurs hautes fonctions au service de leurs peuples respectifs.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Nous aurions voulu vous accueillir, à Yamoussoukro, pour cette 22^e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de notre Union.

Malheureusement, la pandémie de COVID-19, qui continue de sévir partout à travers le monde, nous contraint, à nouveau, à tenir notre rencontre d'aujourd'hui par visioconférence.

Notre rencontre de ce jour nous donne l'occasion de faire le point des avancées enregistrées depuis notre session extraordinaire du 27 avril 2020 et des mesures qui restent à prendre pour contenir les impacts de cette crise sanitaire.

Ce sera aussi l'opportunité de faire le point sur les progrès enregistrés dans notre Union et sur les défis à relever pour poursuivre notre marche vers un espace de prospérité partagée.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Depuis notre dernière session ordinaire, tenue le 12 juillet 2019, à Abidjan, l'Union a enregistré des évolutions majeures, sur les plans sanitaire, politique, sécuritaire et économique.

Sur le plan sanitaire, nos Etats continuent de faire face aux conséquences négatives de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné de nombreuses pertes en vie humaine.

Avec la deuxième vague de la pandémie, nous assistons à une augmentation des nouveaux cas. La situation dans l'Union, à la date du 15 mars 2021, fait ressortir 119 271 cas confirmés dont 2109 décès contre 41 251 cas confirmés et 733 décès au 25 août 2020. Le nombre de cas actifs en traitement est de 11 661 et le taux de létalité moyen de 1,77% allant de 0,56% en Côte d'Ivoire à 4% pour le Mali.

Je voudrais, en votre nom à tous, exprimer ma compassion et mes condoléances aux citoyens de l'Union, qui ont perdu des Êtres chers.

La sensibilisation de nos populations au respect des mesures barrières se poursuit et depuis fin février, les premiers programmes de vaccination contre la COVID-19 ont été lancés dans les pays de l'Union, grâce à l'initiative COVAX. L'espoir est donc permis.

Nous pouvons nous féliciter des résultats appréciables obtenus dans la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire et économique, qui permettent d'atténuer les conséquences de la crise sur nos populations, nos économies, et de réduire, ainsi, les souffrances de nos concitoyens. Je voudrais, aussi, saluer nos Institutions régionales pour les mesures prises en vue de soulager nos économies.

Toutefois, nous devons poursuivre et accélérer les initiatives visant à renforcer notre capacité de production de produits pharmaceutiques, la vaccination des populations, et aller plus loin, en collaboration avec nos partenaires et les Institutions régionales, dans la mise en œuvre diligente des plans de riposte.

Sur le plan sécuritaire, malgré les efforts déployés, l'Union demeure confrontée à la recrudescence des attaques terroristes, des enlèvements et autres crimes barbares perpétrés par des groupes armés, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Je présente nos sincères condoléances aux familles éplorées, je souhaite un prompt rétablissement aux blessés, et j'exprime notre solidarité à l'endroit de tous les peuples du monde éprouvés par ce fléau.

Outre les nombreuses pertes en vie humaine et les dégâts matériels importants, ces terroristes sapent également les fondements de la paix et de l'entente au sein des populations, en ravivant ou en créant des conflits intercommunautaires.

Pour lutter contre le terrorisme dans notre Union, nous avons, notamment, institué un Fonds Régional de Sécurité, et dégagé une contribution immédiate de 100 millions de dollars US pour les trois pays membres de la ligne de front du G5 Sahel.

Nous sommes plus que jamais résolus, avec l'appui de la communauté internationale, à contrer la progression du terrorisme et à faire face à l'insécurité grandissante, afin de ramener la quiétude nécessaire au développement des activités économiques sur toute l'étendue du territoire communautaire.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Sur le plan économique, le taux de croissance de l'Union a fortement fléchi, du fait principalement des effets de la pandémie de coronavirus. Il est passé de 5,8% en 2019 à 0,9% en 2020.

Les perspectives pour l'année 2021 laissent entrevoir une reprise de l'activité économique dans l'Union, avec un taux de croissance estimé à 5,8%, en lien avec la mise en œuvre des plans de riposte et de relance dans tous les Etats membres.

A cet égard, des mesures vigoureuses sont engagées par les Organes et Institutions communautaires pour soutenir et accompagner les efforts des Etats. Dans ce cadre, la BCEAO, en concertation avec l'Agence UMOA-Titres, a lancé les « Obligations de Relance » pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement de ces plans. J'invite l'ensemble des partenaires techniques et financiers de l'Union à se mobiliser pour appuyer les Etats membres dans la mise en œuvre des plans de relance, en vue d'un retour rapide à une croissance forte.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Des progrès importants sont également notés dans le processus d'intégration de l'Union, notamment dans le domaine de la gestion macroéconomique, de l'approfondissement du marché commun, du renforcement des infrastructures et de la mise en œuvre des politiques sectorielles.

C'est le lieu de féliciter et d'encourager les Etats membres de l'Union et de saluer la contribution efficace des Organes et Institutions communautaires à la mise en œuvre des réformes communautaires et à l'approfondissement du processus d'intégration de notre espace.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, l'UEMOA est engagée dans le processus d'intégration monétaire à l'échelle de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des avancées significatives ont été enregistrées.

C'est donc à juste titre que je voudrais encourager l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA à poursuivre les efforts en vue de l'aboutissement de ce projet.

Notre objectif commun est de construire un espace plus vaste de prospérité partagée qui bénéficiera aux générations actuelles et futures.

Je reste persuadé que l'atteinte de cet objectif est largement à notre portée.

C'est sur cette note d'espoir, que je déclare ouverte, la 22^e Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

Vive l'intégration régionale !

Vive l'UEMOA !

Je vous remercie.